



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Herbstsession 2024 • Zehnte Sitzung • 24.09.24 • 08h00 • 24.028
Conseil des Etats • Session d'automne 2024 • Dixième séance • 24.09.24 • 08h00 • 24.028



24.028

**Forschungsförderinstrument Sweeter
(Swiss Research for the Energy
Transition and Emissions Reduction)
für die Jahre 2025–2036.
Verpflichtungskredit**

**Programme d'encouragement
de la recherche Sweeter (Swiss
Research for the Energy Transition
and Emissions Reduction)
pour les années 2025–2036.**

Crédit d'engagement

Differenzen – Divergences

CHRONOLOGIE

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 28.05.24 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)
NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 10.09.24 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)
STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 24.09.24 (DIFFERENZEN - DIVERGENCES)

**Bundesbeschluss über einen Verpflichtungskredit für das Forschungsförderungsinstrument Sweeter
(Swiss Research for the Energy Transition and Emissions Reduction) für die Jahre 2025–2036
Arrêté fédéral sur un crédit d'engagement destiné au programme d'encouragement de la recherche
Sweeter (Swiss Research for the Energy Transition and Emissions Reduction) pour les années 2025–
2036**

Titel

Antrag der Mehrheit
... für die Jahre 2025–2032

Antrag der Minderheit
(Crevoisier Crelier, Engler, Fässler Daniel, Moser, Rieder, Stocker)
Festhalten

Titre

Proposition de la majorité
... pour les années 2025–2032

Proposition de la minorité
(Crevoisier Crelier, Engler, Fässler Daniel, Moser, Rieder, Stocker)
Maintenir

Präsidentin (Herzog Eva, Präsidentin): Ich begrüsse Bundesrat Rösti für den heutigen Tag bei uns. Wir befinden uns bei diesem Geschäft in der Differenzbereinigung.

Rieder Beat (M-E, VS), für die Kommission: Ich bin sehr froh, dass die Präsidentin den Titel des gesamten Geschäfts bereits auf Englisch erwähnt hat. Ich kann direkt auf Deutsch weiterfahren.
Wir haben dem Entwurf des Bundesrates zu diesem Förderinstrument für die Energieforschung in der Schweiz in der Sommersession mit 37 zu 3 Stimmen bei 3 Enthaltungen zugestimmt. Nun haben wir eine Differenz zum



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Herbstsession 2024 • Zehnte Sitzung • 24.09.24 • 08h00 • 24.028
Conseil des Etats • Session d'automne 2024 • Dixième séance • 24.09.24 • 08h00 • 24.028



Nationalrat. Der Nationalrat stimmte am 10. September dieses Jahres dem Antrag der Mehrheit der UREK-N zu, den Verpflichtungskredit für Sweeter von 106,8 Millionen auf 35,6 Millionen Franken und die Laufzeit von 2025 bis 2036 auf 2025 bis 2028 zu reduzieren. Der durchschnittliche Mittelaufwand pro Jahr bliebe mit der Variante des Nationalrates unverändert. Man entschied im Nationalrat einfach, das Programm der BFI-Botschaft anzupassen, also nicht schon Mittel für drei Perioden zu sprechen, sondern nur für vier Jahre. Damit würden die innerhalb der BFI-Botschaft zu kompensierenden Mittel für eine Vierjahresperiode gesprochen.

Wenn Sie nun die Fahne anschauen, sehen Sie, dass die Variante des Nationalrates weder von der Mehrheit noch von der Minderheit unserer Kommission übernommen wurde, weil unsere Kommission der Ansicht ist, dass eine Vierjahresperiode im Bereich der Energieforschung in der Schweiz zu kurz ist und für die Projektträger keine Rechtssicherheit bietet, um ein solches Projekt zu realisieren. Dennoch gibt es eine Mehrheit und eine Minderheit. Die Mehrheit möchte den Kredit von 106,8 Millionen auf 53,4 Millionen Franken halbieren, und zwar für eine Laufzeit von 2025 bis 2032. Die Minderheit Crevoisier Crelier hält am Beschluss des Ständerates fest. Sie möchte dem Bundesrat folgen und im wichtigen Energieforschungsbereich nach wie vor 106,8 Millionen Franken für die Planperiode 2025–2036 freigeben. Der Entscheid fiel mit 7 zu 6 Stimmen sehr knapp. Es ist darauf hinzuweisen, dass diese Mittel in den BFI-Botschaften integriert werden sollen. Sie belaufen sich auf 0,24 Prozent der Forschungsmittel. Unser Rat hat gestern die BFI-Botschaft beraten. Auch wenn Sie dem Antrag der Mehrheit zustimmen, werden Sie also heute, unabhängig vom Beschluss zur BFI-Botschaft, nicht direkt etwas sparen können. Wenn Sie einen Spareffekt wollten, müssten Sie zusätzlich die BFI-Botschaft um diese Mittel kürzen. Andernfalls käme es bei einer Zustimmung zum Mehrheitsantrag einfach zu einer Mittelverlagerung von Sweeter zur BFI-Botschaft. Falls Sie dem Antrag der Minderheit zustimmen, werden diese Mittel wie vom Bundesrat vorgesehen beibehalten.

Der Entscheid in der Kommission fiel sehr knapp aus. Es werden sich sicher auch noch ein Mehrheits- und ein Minderheitssprecher zu Wort melden. Ich bin relativ unkomfortabel platziert, weil ich in der Minderheit bin.

Crevoisier Crelier Mathilde (S, JU): Si, lors du premier débat, la majorité de la commission vous recommandait d'accepter le crédit d'engagement du programme Sweeter contre la minorité Stark, eh bien, comme l'a dit le rapporteur, la commission s'est retournée d'un cheveu au deuxième passage, par 7 voix contre 6. Je représente donc la minorité, et le rapporteur se retrouve dans la situation délicate de défendre une position qu'il ne partage pas.

Nous débattons aujourd'hui, pour la deuxième fois, d'un crédit d'engagement de 106,8 millions de francs alloués au programme Sweeter pour les trois périodes FRI à venir. Lors de la précédente délibération, nous avons accepté ce crédit par 37 voix contre 3 et 3 abstentions.

Pour rappel, les projets soutenus par Sweet et son successeur Sweeter, dont il est question aujourd'hui, doivent répondre aux questions en lien avec la production, l'approvisionnement, la sécurité énergétique ainsi qu'avec la réduction des émissions de carbone. Ils soutiennent la réalisation des objectifs qui ont été fixés dans la Stratégie énergétique 2050 et qui sont inscrits dans la loi sur le climat et l'innovation. Le crédit Sweet initial a déjà permis de lancer quatre appels d'offres, qui sont désormais clos, sur des thèmes tels que les infrastructures critiques, l'évolution et la résilience du système énergétique suisse ou encore le stockage de l'énergie.

Je rappelle que les programmes Sweet et Sweeter, s'ils sont prolongés, sont axés sur la recherche appliquée. Ils soutiennent des partenariats qui sont transdisciplinaires et qui englobent non seulement le monde de la recherche, les

AB 2024 S 886 / BO 2024 E 886

universités et les hautes écoles, mais aussi l'économie privée, les villes, les cantons et les communes. Tous ces acteurs et actrices participent au financement des travaux de recherche au moyen de fonds propres ou de fonds de tiers.

Ainsi, lors de la première tranche Sweet, pour les quatre premiers appels d'offres, dont il a été question, de 75 millions de francs, ce sont 52 millions de francs qui ont été apportés, qui ont été générés par les fonds privés, que ce soient des fonds propres des entreprises participantes ou des fonds de tiers. Et si l'on considère les sept projets du programme Sweet de consortiums qui ont été approuvés jusqu'à maintenant, les ressources financières supplémentaires apportées par ces consortiums représentent en moyenne 69 pour cent des fonds publics débloqués. Ce succès en termes d'appel de fonds a probablement été un argument important qui a amené le Conseil fédéral à débloquer la deuxième tranche du crédit le 14 juin dernier, soit après que nous avons débattu dans ce conseil pour la première fois de la prolongation, soit du programme Sweeter.

C'est un peu là que le bât blesse, finalement, parce que si l'on réduit, ainsi qu'il est demandé par la majorité de la commission, la durée de la garantie de réalisation des projets Sweeter de 2036 à 2032, les hautes écoles



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Herbstsession 2024 • Zehnte Sitzung • 24.09.24 • 08h00 • 24.028
Conseil des Etats • Session d'automne 2024 • Dixième séance • 24.09.24 • 08h00 • 24.028



et le monde de la recherche ont l'habitude de redemander des fonds régulièrement, dans une temporalité de quatre ans, de huit ans. Par contre, pour le secteur privé, les entreprises, les fonds de tiers, il y aura une perte de garantie importante quant au fait que le projet dans lequel ils investissent probablement des millions va pouvoir être mené à terme.

Je tiens vraiment ici à rappeler la temporalité des projets de recherche. Les projets Sweet qui sont lancés par l'administration fédérale ont une durée moyenne de six à huit ans, et c'est bien normal: pour monter des projets aussi importants qui doivent amener des réponses à des questions fondamentales sur notre approvisionnement énergétique, sur la manière dont nous allons réaliser la transition énergétique, quatre ans ne suffisent pas. Ils ont besoin de se réaliser sur une plus longue période.

Si nous décidons aujourd'hui de suivre la majorité et de limiter le crédit d'engagement à 2032, sachez que le premier appel d'offres du programme Sweeter qui devrait être lancé en 2025 ne sera même pas terminé en 2032, et heureusement, parce que si nous investissons des millions de fonds publics dans des projets qui devaient aboutir à des résultats qui sont fournis en deux ou trois ans, nous ne ferions tout simplement pas avancer la recherche en matière de transition énergétique; ce serait réellement de l'argent jeté par les fenêtres. La temporalité des projets ne peut pas se fondre dans la temporalité des messages FRI: nous avons besoin de garantir l'obtention des fonds privés pour garantir cet apport qui est essentiel à ces projets et une plus longue temporalité.

Revenons maintenant brièvement sur les montants dont il est question. Vous vous souvenez peut-être que ces 106,8 millions de francs ont déjà fait l'objet d'une coupe par le Conseil fédéral, puisqu'il était prévu initialement d'allouer 135 millions au programme Sweeter. Ces moyens financiers, vous le savez, sont compensés dans le cadre des messages FRI. Il ne s'agit donc pas d'un crédit d'engagement supplémentaire, mais simplement d'une allocation des moyens qui sont octroyés dans le cadre du message – je rappelle, comme l'a dit le rapporteur, que ce sont 0,24 pour cent du montant du message FRI qui sont alloués à ces projets énergétiques. Ne nous méprenons pas sur ce que la majorité propose d'accepter: si l'on divise maintenant ce montant pour le faire passer à 53,4 millions de francs, c'est tout simplement la moitié du programme Sweeter qu'on ampute; ce sont trois appels d'offres sur les six qui ne se feront tout simplement pas. A cet égard, dire que c'est pour des raisons de politique financière et qu'on va prendre le temps de faire une première évaluation aux alentours de 2030 pour, après cela, établir la suite, et que cela n'exclut pas que d'autres projets pourront être menés à partir de là sur la base de cette évaluation intermédiaire, c'est tout simplement faux. C'est surtout omettre le fait que, dans les six appels d'offres qui sont prévus pour le programme Sweeter, tous auront dû être lancés d'ici à 2030. Donc, si l'on décide maintenant de couper de moitié ces montants – de diviser par 2 ces 106,8 millions de francs –, c'est tout simplement la moitié du programme Sweeter qu'on amputera.

Dans le cadre du message FRI, nous avons décidé hier d'affecter au domaine de la médecine humaine 50 millions des contributions liées à des projets aux hautes études, parce que nous jugeons qu'il s'agit là d'un domaine qui est prioritaire. Le domaine de la transition énergétique est lui aussi prioritaire; et y consacrer 106 millions de francs sur les 12 prochaines années, soit 0,24 pour cent des moyens alloués au message FRI, eh bien, ce n'est pas cher payé. "Sweet", c'est l'amusant acronyme de "Swiss Energy Research for the Energy Transition". "Bitter sweet", c'est le message qui sera envoyé non seulement à la recherche, aux hautes écoles, mais aussi et surtout à l'économie et à l'industrie, si vous revenez sur votre décision de la session passée et acceptez la coupe sèche demandée par la très courte majorité de la commission.

Je vous invite donc à suivre la proposition de la minorité, à suivre le Conseil fédéral également, et à confirmer la décision que vous avez prise lors du premier débat.

Stark Jakob (V, TG): Es geht hier um die Fortsetzung des Projekts Sweet. Sweet wurde im Anschluss an Fukushima ins Leben gerufen; es ist ein staatliches Förderinstrument für die Forschung über Energietransition und Emissionsreduktion. Bei diesem Geschäft geht es auch um die Frage, in welchem Umfang und wie lange die staatliche Forschung und in welchem Umfang und wie lange die freie Forschung gefördert werden sollen. Ich habe die Position, welche die Kommissionsmehrheit jetzt vertritt, schon in der ersten Lesung hier vertreten dürfen.

Der Antrag der Kommission, diesen Kredit auf 53,4 Millionen Franken zu halbieren – das wäre immerhin das Doppelte von dem, was der Nationalrat beantragt –, lässt sich auch herleiten. Wenn man nämlich die Summe für die zweite Tranche von Sweet, also diejenige, die Sie vor vier Jahren bewilligt haben, zu diesen 53,4 Millionen Franken dazurechnet, ergibt das ein Total von 94,9 Millionen Franken, was exakt der ersten Tranche von Sweeter entspricht. Diese Summe schafft nach den fünf Forschungsprojekten, die mit der ersten Tranche bereits aufgegelistet worden sind, nun die Möglichkeit, dass man mit der zweiten Tranche fünf weitere Forschungsprojekte ausschreiben und an Konsortien vergeben kann.



20.11.2024

3/6



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Herbstsession 2024 • Zehnte Sitzung • 24.09.24 • 08h00 • 24.028
Conseil des Etats • Session d'automne 2024 • Dixième séance • 24.09.24 • 08h00 • 24.028



Man muss in diesen Sachen etwas praktisch denken; es geht um Forschungsprojekte, und es geht um Laufzeiten. Die Dauer des Verpflichtungskredits könnte mit dem Antrag der Kommissionsmehrheit um vier Jahre auf insgesamt acht Jahre verkürzt werden. Das ist immer noch eine lange Dauer. Die Laufzeit des Kredits würde bis 2032 dauern.

Somit ergäbe sich mit dem Antrag der Kommissionsmehrheit eine von mir aus gesehen insgesamt sehr zweckmässige Ergänzung und Abrundung des Forschungsprojekts Sweet. Es können – ich wiederhole es – weitere fünf Forschungsprojekte realisiert werden, und es können trotzdem 53,4 Millionen Franken eingespart werden. Wichtig dabei ist: Der Bundesrat erhielt um das Jahr 2030 herum mehr Spielraum für eine umfassende Neubeurteilung der Art und der Notwendigkeit einer staatlichen Energieforschungspolitik. Dies wäre meiner Meinung nach sehr, sehr wichtig, weil es im Energiebereich immer wieder neue Entwicklungen gibt. Deshalb ist es auch wichtig, dass wir hier nicht für eine zu lange Zeit planen, weil wir uns damit neue Perspektiven verbauen würden.

Ich beantrage Ihnen deshalb, der Mehrheit der Kommission zu folgen.

Fässler Daniel (M-E, AI): Ich bitte Sie, der Minderheit zu folgen.

Energieforschung ist ein absolut zentraler Bereich der Forschung, der nicht zu vernachlässigen ist. Ich wiederhole zwei Dinge, die der Berichterstatter etwas zurückhaltend bereits angesprochen hat. Der Kredit, über den wir jetzt im Rahmen der Sweeter-Vorlage befinden, ist vollständig in der BFI-Botschaft enthalten. Was wir also gestern beschlossen haben, umfasst auch bereits das, was uns der Bundesrat mit dieser Vorlage unterbreitet. Das heisst, wenn Sie jetzt der Mehrheit

AB 2024 S 887 / BO 2024 E 887

folgen und einen tieferen Betrag festlegen, dann erreichen Sie, über das Ganze gesehen, nicht eine Kürzung der Mittel; Sie erreichen nur, dass diese Mittel in einem anderen Bereich eingesetzt werden können. Sie kürzen damit die Mittel, die für die Energieforschung zur Verfügung stehen.

In diesem Sinne ist der Blick auf die tiefere Zahl vielleicht für einmal nicht die richtige Reaktion auf die Frage, die hier zu beantworten ist. Natürlich ist die Laufzeit im Entwurf des Bundesrates etwas lang. Aber Energieforschung ist eben von strategischer, von langfristiger Bedeutung und kann über eine kürzere Laufzeit nicht wirklich gut geplant werden.

Mit diesen Argumenten empfehle ich Ihnen, der Minderheit zu folgen.

Chassot Isabelle (M-E, FR): J'ai une question à la suite des interventions du rapporteur et de la porte-parole de la minorité, qui ont indiqué que les montants pour ce crédit seraient prévus dans le message Formation, recherche et innovation. A mon avis, il n'en est rien. Ces montants sont prévus dans les budgets annuels des offices fédéraux concernés, puisqu'il s'agit de la recherche de l'administration. Dans le message FRI, dont nous avons discuté hier pour la deuxième fois, au chapitre 3.13.3, il est écrit: "Les ressources financières destinées à la recherche de l'administration fédérale sont sollicitées auprès du Parlement par les services fédéraux concernés dans le cadre de la procédure normale d'établissement des budgets. Aucune demande de financement n'est donc effectuée dans le cadre du présent message. L'annexe 7 présente, par domaine politique, une vue d'ensemble des moyens prévus pour la recherche. Pour la période 2021–2024, les investissements en matière de recherche se montaient à environ 1486 millions de francs. Pour la période 2025–2028, les dépenses prévues s'élèvent à environ 1552 millions de francs." Lorsque l'on regarde l'annexe 7, on voit que le projet Sweeter y est mentionné.

Ma question pour M. le conseiller fédéral est donc la suivante: je pars de l'idée que, effectivement, les moyens ne sont pas engagés par le message Formation, recherche et innovation et ne sont donc compris dans aucun des arrêtés que nous avons votés et confirmés. Il s'agit de montants inscrits dans les budgets des différents offices fédéraux. J'imagine que, pour Sweeter, les montants seront inscrits au budget de l'Office fédéral de l'énergie. Monsieur le conseiller fédéral peut-il confirmer cette déclaration?

Rösti Albert, Bundesrat: Ich möchte das Projekt Sweeter in einen grösseren Zusammenhang stellen. Es geht doch um einen wichtigen Betrag, wenn er auch, umgelegt auf ein Jahr, nicht sehr hoch ist.

Der Bundesrat hat, wie Sie wissen, im Rahmen seiner Sanierungsvorschläge, die Sie dann beraten werden, einen relativ hohen Betrag im Bereich des Klimaschutzes zur Streichung beantragt. Man konnte lesen, ich hätte das mit Freude irgendwo vertreten, aber das stimmt überhaupt nicht. Wir haben uns letztes Jahr sehr klar für das Netto-null-Ziel ausgesprochen. Weshalb macht der Bundesrat also trotzdem diese Vorschläge? Weil er einfach dazu gezwungen ist, in allen Bereichen, im Sinne einer Opfersymmetrie, Reduktionen zu machen.

Wie kann ich als Umweltminister oder Energieminister darauf reagieren? Indem die bestehenden Beiträge



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Herbstsession 2024 • Zehnte Sitzung • 24.09.24 • 08h00 • 24.028
Conseil des Etats • Session d'automne 2024 • Dixième séance • 24.09.24 • 08h00 • 24.028



möglichst effizient und effektiv eingesetzt werden. So kann man unter Umständen mit weniger Mitteln auch ein höheres Ziel erreichen.

Für mich gehört dieser Forschungskredit genau in diese Kategorie. Sweeter wird weitergeführt, weil wir nicht nur beim Thema Energie Herausforderungen haben, sondern eben auch beim Klimaschutz. Wir müssen sicherstellen, dass es uns gelingt, trotz CO₂-Reduktion genügend Energie herzustellen oder genügend Effizienz zu erreichen. Deshalb ist mir dieser Kredit sehr wichtig. Mit einem bescheidenen Forschungskredit kann man nämlich bei guten Resultaten unter Umständen eine viel grössere Wirkung erzielen als mit Förderbeiträgen, zum Beispiel für den Heizungsersatz. Hier erwarte ich also eine grosse Wirkung.

Deshalb bitte ich Sie wirklich eindringlich, im Kontext unserer Herausforderungen zur Energiesicherheit und zum Klimaschutz hier der Minderheit Crevoisier Crelier zu folgen und damit an Ihrem Beschluss aus der ersten Lesung festzuhalten, wo Sie mit 37 zu 3 Stimmen bei 3 Enthaltungen diesem Kredit zugestimmt haben.

Was machen wir? Wir möchten weiterhin etwa sechs, sieben Konsortien unterstützen. Mit dem Antrag der Mehrheit besteht nicht, wie von Ständerat Stark ausgeführt, die Möglichkeit, fünf weitere Konsortien zu unterstützen. Die Unterstützung von zwei Konsortien wurde bereits mit dem alten Kredit beschlossen. Somit könnten nur drei neue unterstützt werden. Das ist letztlich die Folge, wenn Sie den Kredit um 25 Prozent kürzen, wie das die Mehrheit will.

Der Kommissionssprecher hat es gesagt: Es geht eigentlich darum, dass wir einen Teil der Mittel, es sind 0,24 Prozent der für die BFI-Botschaft gesprochenen Mittel, einsetzen, um von den Forschungsinstitutionen gezielt Projekte im Bereich der Herausforderungen Energiesicherheit und Dekarbonisierung zu verlangen.

Frau Ständerätin Chassot, ich kann Ihnen bestätigen, dass zwischen dem Departement WBF von Kollege Guy Parmelin und meinem UVEK nach der Verabschiedung der Botschaft vereinbart wurde, dass das im BFI-Bereich kompensiert wird. Wir haben das in der Botschaft zu Sweeter auch so ausgeführt. Sie konnten es in der BFI-Botschaft nicht finden, weil diese verabschiedet wurde, bevor die Sweeter-Botschaft stand. Aber es ist klar, dass diese 0,24 Prozent nicht zu Mehrkosten führen, sondern dass das in der BFI-Botschaft kompensiert wird. Das wurde auch mit wichtigen Stakeholdern wie der ETH so abgesprochen. – Sie schauen etwas kritisch, wir können das allenfalls noch bilateral anschauen. – Von diesen 0,24 Prozent gehen praktisch alle Mittel an die Forscher, die auch von der BFI-Botschaft profitieren. Zurückschauend gingen nur 0,01 Prozent der Mittel an andere Leute als die vom BFI profitierenden Stakeholder.

Um es ganz transparent zu machen: Eigentlich entscheiden Sie mit einer Kürzung einfach, dass es zwei, drei Konsortien weniger gibt, denen wir sagen können, was sie forschen sollen. Namentlich das Bundesamt für Energie hat dann weniger Einfluss darauf, was erforscht wird. Es wird einfach etwas anderes erforscht. Und hier meine ich schon: Wenn wir für die Herausforderungen der Transition in Richtung Energiesicherheit und Dekarbonisierung, hinter der ich und der Bundesrat wirklich voll und ganz stehen, diese Möglichkeit in diesem bescheidenen Rahmen nicht schaffen, dann machen wir einfach einen Fehler. Dann kürzen wir am falschen Ort, da wir damit nicht wirklich kürzen. Dieses Geld wird trotzdem ausgegeben, halt einfach für andere Projekte. Zusammengefasst: Wir möchten einen minimalen Einfluss darauf nehmen, worüber hier geforscht wird. Ich bin mir bewusst, die Unabhängigkeit der Forschung ist hochzuhalten, aber nochmals: Wir sprechen über 0,24 Prozent der BFI-Mittel. Und die Wirkung kann relativ gross sein, wenn hier gute Resultate erzielt werden. Wenn ich die ganzen Anstrengungen anschaue, die der Bund für die Dekarbonisierung und für die Energiesicherheit macht, dann stelle ich fest: Das hier ist wirklich ein kleiner Teil. Und es scheint der falsche Ort für eine Kürzung zu sein, weil wir so überhaupt nicht sparen. Deshalb bitte ich Sie, der Minderheit zu folgen.

Ich darf Ihnen auch sagen, dass wir reagiert haben. Ich hatte ursprünglich auch einen Vorschlag, der einen noch deutlich höheren Betrag vorsah, auf dem Tisch. Der Bundesrat hat bereits da in Bezug auf die Aufwendungen reagiert: Wir hatten einen Vorschlag mit über 160 Millionen Franken auf dem Tisch; jetzt sind wir bei 106,8 Millionen für drei Perioden. Eigentlich hat Ihnen jetzt der Nationalrat noch eine gute Brücke gebaut. Der Nationalrat hat gesagt, und das entspricht in der Summe dem Antrag der Minderheit Ihrer Kommission: Wir wollen den Kredit nicht bereits für drei Vierjahresperioden sprechen, sondern erst für die ersten vier Jahre. Von den 106,8 Millionen Franken würde man also nur 35,6 Millionen für vier Jahre sprechen. Wir kämen dann einfach in vier Jahren wieder. Und sollten die Projekte nicht gut laufen, könnten wir immer noch reagieren. Eigentlich haben Sie mit dieser Fassung später sogar mehr Einfluss und können dann noch mehr bestimmen als mit dem Antrag der Mehrheit. Dieses Vorgehen scheint mir logisch, weil Sie den BFI-Kredit auch

AB 2024 S 888 / BO 2024 E 888

nur für vier Jahre bestimmt haben; weil es innerhalb des BFI-Kredits ist, würde man hier jetzt auch nur für vier Jahre bestimmen. Und wir würden uns dann erlauben, noch zweimal wiederzukommen. Das ist besser, als jetzt den Kredit auf die Jahre 2025–2032 zu beschränken und ihn noch um 25 Prozent zu kürzen.



AMTLICHES BULLETIN – BULLETIN OFFICIEL

Ständerat • Herbstsession 2024 • Zehnte Sitzung • 24.09.24 • 08h00 • 24.028
Conseil des Etats • Session d'automne 2024 • Dixième séance • 24.09.24 • 08h00 • 24.028



Ich bin der Meinung, hier würden Sie wirklich am falschen Ort kürzen. Sie würden einfach unsere Einflussmöglichkeit, unsere Steuermöglichkeit beschränken. Das ist eigentlich das, was Sie machen, ohne etwas zu sparen. Und wenn ich sehe, was im ganzen Forschungsbereich läuft, dann stelle ich fest: Es ist gut, wenn man manchmal auch sagen kann: Wir möchten dieses spezifische Anliegen erforscht haben.

Deshalb bitte ich Sie namens des Bundesrates wirklich relativ eindringlich, hier nicht der Mehrheit zu folgen.

Abstimmung – Vote

(namentlich – nominatif; 24.028/6867)

Für den Antrag der Minderheit ... 31 Stimmen

Für den Antrag der Mehrheit ... 13 Stimmen

(1 Enthaltung)

Art. 1

Antrag der Mehrheit

... für die Jahre 2025–2032 ein Verpflichtungskredit von 53,4 Millionen Franken ...

Antrag der Minderheit

(Crevoisier Crelier, Engler, Fässler Daniel, Moser, Rieder, Stocker)

Festhalten

Art. 1

Proposition de la majorité

Un crédit d'engagement de 53,4 millions de francs est approuvé pour les années 2025 à 2032 afin ...

Proposition de la minorité

(Crevoisier Crelier, Engler, Fässler Daniel, Moser, Rieder, Stocker)

Maintenir

Angenommen gemäss Antrag der Minderheit

Adopté selon la proposition de la minorité

Präsidentin (Herzog Eva, Präsidentin): Das Geschäft geht an den Nationalrat zurück.